

Secrétariat général  
Direction de la coordination des politiques interministérielles  
Bureau des procédures environnementales  
Réf : DCPI-BPE/LR

**Arrêté préfectoral imposant à la société AVITAIR des prescriptions complémentaires  
concernant la station d'avitaillement de l'aéroport de LILLE-LESQUIN,  
pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé sur la commune de FRETIN**

Le préfet du Nord,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les livres I, II et V ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 nommant Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 octobre 1995 autorisant la SA TOTAL RAFFINAGE DISTRIBUTION – AIR TOTAL à exploiter une installation de stockage et de distribution de carburant destiné à l'avitaillement des avions dans l'enceinte de l'aéroport de LILLE-LESQUIN sur le territoire de la commune de FRETIN ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 novembre 2020 portant approbation du recours aux moyens humains et matériels des services d'incendie et de secours (SDIS) concernant la station d'avitaillement de l'aéroport de LILLE-LESQUIN, située route de l'aéroport (aérogare de fret) 59810 LESQUIN, exploitée par la société AVITAIR implantée sur la commune de FRETIN ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 février 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le récépissé du 29 janvier 2015 donnant acte à la société AVITAIR de sa déclaration de reprise d'exploitation, à compter du 10 janvier 2015, des activités précédemment exercées par la SA TOTAL RAFFINAGE DISTRIBUTION – AIR TOTAL, dans l'enceinte de l'aéroport de LILLE-LESQUIN, sur le territoire de la commune de FRETIN ;

Vu la demande du 4 mai 2023 présentée par la société AVITAIR, dont le siège social sis Tour Landscape – 22 route de la Demi-Lune – 6 place des Degrés – 92800 PUTEAUX, en vue de construire un poste de dépotage déporté pour son établissement situé dans l'enceinte de l'aéroport de LILLE-LESQUIN (route de l'aéroport – aérogare de fret – 59810 LESQUIN) implanté sur la commune de FRETIN ;

Vu le dossier de porter à connaissance référencé « dossier V3 n° T241042496 » produit à l'appui de cette demande ;

Vu l'avis du 10 février 2025 du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) du Nord ;

Vu l'avis du 18 février 2025 de la société AÉROPORT DE LILLE ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 19 février 2025 ;

Vu les observations sur le projet d'arrêté susvisé transmises par l'exploitant par courriel du 20 février 2025 prises en compte par l'inspection des installations classées ;

Vu le rapport du 26 février 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant ce qui suit :

1. les modifications décrites dans le dossier de porter à connaissance susvisé rendent nécessaire la fixation de prescriptions complémentaires encadrant le fonctionnement de l'établissement AVITAIR, situé dans l'enceinte de l'aéroport de LILLE-LESQUIN (route de l'aéroport – aérogare de fret – 59810 LESQUIN) implanté sur la commune de FRETIN ;
2. le dossier déposé fait apparaître que les nuisances et dangers générés par le projet de modifications de l'exploitant sont peu significatifs ;
3. les modifications peuvent être considérées comme notables mais non substantielles ;
4. l'exploitant est soumis à l'article 43 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié susvisé ;
5. l'approbation par l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 novembre 2020 du recours aux moyens humains et matériels des services d'incendie et de secours (SDIS) susvisé ;
6. l'exploitant a demandé le recours aux moyens du SDIS pour les interventions sur la zone de dépotage déporté, conformément à l'article 43 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié susvisé ;
7. le SDIS a indiqué disposer des moyens lui permettant effectivement de répondre à la demande de l'exploitant ;
8. il est nécessaire d'imposer les demandes du SDIS sur les moyens en eau et en émulseurs dont doit disposer l'exploitant, leur permettant d'intervenir sur le poste de dépotage déporté pour éteindre les scénarios de référence définis à l'article 43-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié susvisé ;
9. il convient, conformément à l'article 43-2-2 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié susvisé, d'approuver la demande de l'exploitant par arrêté préfectoral ;
10. il convient, conformément à l'article 43-3-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié susvisé, de préciser le positionnement et le conditionnement des réserves d'émulseur ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

## ARRÊTE

### Article 1 – Objet

La société AVITAIR, dénommée ci-après l'exploitant, dont le siège social sis Tour Landscape – 22 route de la Demi-Lune – 6 place des Degrés – 92800 PUTEAUX, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 6 octobre 1995 susvisé, complétées par celles du présent arrêté et de ses annexes, à exploiter l'établissement situé dans l'enceinte de l'aéroport de LILLE-LESQUIN (route de l'aéroport – aérogare de fret – 59810 LESQUIN) et son poste de dépotage déporté (route du fret – 59273 FRETIN) implantés sur la commune de FRETIN, les installations détaillées dans les articles suivants.

### Article 2 – Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications Références des articles correspondant au présent arrêté
Arrêté préfectoral d'autorisation du 6 octobre 1995	Article 1	Modifié et remplacé par Article 3 – Exploitant titulaire de l'autorisation
	Article 2	Modifié et remplacé par Article 4 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées
	Articles 4.1 et 4.2	Modifiés et remplacés par Article 5 – Consistance des installations autorisées
	Article 8	Complété par Article 6 – Confinement du poste de dépotage
	Article 9.1	Complété par Article 7 – Surveillance de la qualité des eaux souterraines
Arrêté préfectoral complémentaire du 20 novembre 2020	Article 2.2	Complété par Article 8 – Mise à disposition d'émulseur pour une intervention au poste de dépotage
	Article 2.4	Complété par Article 9 – Moyen en eau au poste de dépotage

### Article 3 – Exploitant titulaire de l'autorisation

Les prescriptions de l'article 1 de l'arrêté du 6 octobre 1995 susvisé sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes :

« La société AVITAIR, dénommée ci-après l'exploitant, dont le siège social sis Tour Landscape – 22 route de la Demi-Lune – 6 place des Degrés – 92800 PUTEAUX, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et de ses annexes, à exploiter l'établissement situé dans l'enceinte de l'aéroport de LILLE-LESQUIN (route de l'aéroport – aérogare de fret – 59810 LESQUIN) et son poste de dépotage déporté (route du fret – 59273 FRETIN) implantés sur la commune de FRETIN, les installations détaillées dans les articles suivants. »

**Article 4 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

Les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté du 6 octobre 1995 susvisé sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes :

«

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Régime (*)
1434-1-a	Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C, fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435). 1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant : a) supérieur ou égal à 100 m³/h (A) b) supérieur ou égal à 5 m³/h, mais inférieur à 100 m³/h (DC)	2 postes de chargement de 110 m³/h	A
1434-2	Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C, fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435). 2. Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de ces liquides soumis à autorisation	1 poste de dépotage de 60 m³/h	A
4734-2-a	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphtas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Pour les autres stockages : a) supérieure ou égale à 1 000 t (A) b) supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total (E) c) supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total (DC)	En réservoir R01 et R02 : 730 m³ x 2 = 1 460,00 m³  Réseau dépotage : 1,60 m³  Réseau chargement : 2,95 m³  Soit S/T : 1 464,55 m³ x 0,8 = 1 171,64 t	A
4734-1	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphtas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Pour les autres stockages : a) supérieure ou égale à 1 000 t (A) b) supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total (E) c) supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total (DC)	R04 (GNR) : 50 m³ x 0,85 = 0 t (inertée)  R06 (Gazole) : 10 m³ x 0,85 = 8,5 t  Soit S/T : 8,5 t	NC

(\*) A : Autorisation – E : Enregistrement – DC : Déclaration avec contrôle – D : Déclaration – NC : Non classé »

#### Article 5 – Consistances des installations autorisées

Les prescriptions de l'article 4.1 de l'arrêté du 6 octobre 1995 susvisé sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes :

« L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes est organisé selon les éléments détaillés dans le dossier d'autorisation et modifié par le porter à connaissance référencé « dossier V3 n° T241042496 » susvisé. »

Les prescriptions de l'article 4.2 de l'arrêté du 6 octobre 1995 susvisé sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitant est tenu de prendre, en ce qui le concerne, les dispositions visant à pérenniser le périmètre de protection instauré autour de l'établissement. »

#### Article 6 – Confinement du poste de dépotage

Les prescriptions de l'article 8 de l'arrêté du 6 octobre 1995 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

« Un dispositif d'obturateur automatique et conforme aux normes en vigueur assure le confinement des eaux susceptibles d'être polluées dans une cuve enterrée de 69 m<sup>3</sup>. »

En fonctionnement normal, les eaux pluviales sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures et raccordées au réseau d'assainissement. »

#### Article 7 – Surveillance de la qualité des eaux souterraines

Les prescriptions de l'article 9.1 de l'arrêté du 6 octobre 1995 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

« Le réseau de surveillance est complété par 3 piézomètres supplémentaires, 1 en amont et 2 en aval du poste de dépotage, conformément à l'étude hydrologique AECOM LIL-23-02890B. »

L'implantation des piézomètres est reprise en annexe 2. »

#### Article 8 – Mise à disposition d'émulseur pour une intervention au poste de dépotage

Les prescriptions de l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 novembre 2020 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

« Une réserve de 1 m<sup>3</sup> d'émulseur sur un système de type remorque routière avec un système d'injecteur proportionné est mis à la disposition du SDIS 59. »

#### Article 9 – Moyen en eau au poste de dépotage

Les prescriptions de l'article 2.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 novembre 2020 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

« Les besoins en eaux au poste de dépotage sont évalués à 90m<sup>3</sup>/h disponibles durant deux heures et sont assurés par :

- une bouche incendie implantée dans un rayon de 100 mètres du site ;
- un autre poteau incendie situé dans un rayon de 200 mètres du site. »

#### Article 10 – Autres moyens

Les moyens de sécurité incendie suivants sont disponibles au niveau du poste de dépotage déporté :

- un extincteur poudre ABC 9 kg ;
- un extincteur à poudre polyvalente 50 kg ;
- un extincteur à neige carbonique 2 kg ;
- une couverture anti-feu.

Les moyens absorbants suivants doivent être disponibles au niveau du poste de dépotage déporté :

- un bac à sable en polyéthylène avec pelle.

#### Article 11 – Sécurité des installations de dépotage déporté

L'exploitant réalise dès la mise en service du poste de dépotage déporté une étude de zonage ATEX et met à jour la signalisation et la documentation en conséquence.

Des détecteurs d'atmosphères inflammables ou explosives et d'incendie sont installés et judicieusement répartis sur la zone du poste de dépotage déporté.

Des détecteurs sont notamment positionnés en limite de site, du côté du service départemental d'incendie et de secours (SDIS).

Les détecteurs font l'objet d'une maintenance régulière conformément aux recommandations du fabricant.

Un plan d'urgence est élaboré et mis à jour régulièrement en collaboration avec le SDIS, pour garantir une réaction rapide et efficace en cas de déclenchement d'un détecteur.

Un dispositif d'arrêt d'urgence est mis en place pour provoquer l'arrêt des pompes de déchargement en cas de déclenchement d'un détecteur ou de situation d'urgence.

Ce dispositif est facilement accessible et clairement signalé pour permettre une intervention rapide en cas de besoin.

#### Article 12 – Plan d'opération interne

L'exploitant réalise dès la mise en service du poste de dépotage déporté la mise à jour de son plan d'opération interne (POI).

#### Article 13 – Coordination avec l'aéroport

L'exploitant met en place une procédure visant à garantir qu'aucun dépotage de camion-citerne n'est effectué en présence d'une personne dans les zones d'effets de surpression ou d'effets thermiques atteignant les zones de l'aéroport.

L'aéroport est intégré dans le plan d'opération interne (POI) élaboré par l'exploitant. En cas d'incident sur le site, une alerte est immédiatement envoyée à l'aéroport via le numéro du poste central d'exploitation de l'aéroport, avec un message type inclus dans le POI.

L'exploitant fournit un exemplaire de son POI à l'aéroport.

Un exercice commun de mise en œuvre du POI est organisé régulièrement.

#### Article 14 – Sécurité de la zone ENEDIS

La zone ENEDIS est entièrement clôturée pour restreindre l'accès non autorisé et garantir la sécurité.

Une signalisation particulière est implantée du côté ENEDIS pour informer le personnel des risques d'incendie liés aux activités projetées par la société AVITAIR.

Les panneaux de signalisation sont clairement visibles et comprennent des consignes de sécurité adaptées.

Une signalisation spécifique est installée dans la « zone de déchargement déportée » de la société AVITAIR pour interdire le déchargement d'un camion-citerne lorsque le personnel ENEDIS est présent à proximité de la pompe.

Les panneaux sont placés de manière à être facilement lisibles pour les opérateurs de camion-citerne et le personnel sur le site.

#### Article 15 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté et de ses annexes, indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

#### Article 16 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Grande Arche de la Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

Le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet des éventuels recours gracieux ou hiérarchique.

Le tiers, auteur du recours administratif, est tenu d'informer le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi dudit recours à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

En outre, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de LILLE conformément aux dispositions du code de l'environnement par :

1° les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié, ou dans le délai de deux mois suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou suivant la naissance d'une décision implicite née du silence gardé pendant deux mois par l'administration ;

2° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie ;
- b) la publication de l'arrêté sur le site internet des services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le tiers, auteur du recours contentieux, est tenu d'informer l'auteur de la décision et le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt dudit recours à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### Article 17 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maires de FRETIN (implantation) et LESQUIN (en charge de l'urbanisme) ;
- président de la métropole européenne de LILLE ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- directeur départemental des territoires et de la mer du Nord.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairies de FRETIN ainsi que LESQUIN et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché en mairies pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins des maires.
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-apc-2025>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le **04 AVR. 2025**

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

Pièces jointes :

Annexe 1 – Périmètre de l'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE)

Annexe 2 – Implantation des piézomètres



VU POUR ETRE ANNEXE  
à mon acte en date du 04 AVR. 2025

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

Annexe 1 – Périmètre de l'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE)



VU POUR ETRE ANNEXE  
à mon acte en date du

04 AVR. 2025

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

Annexe 2 – Implantation des piézomètres

